
LE MOIS DU TERRITOIRE

Lundi 4 novembre 2024 - 14h à 17h

Workshop

Salle : Salle des conseils 4ème étage

Organisateurs : Sylvia BRUNET (CUREJ) et Charles-Edouard HOULLIER-GUIBERT (NIMEC)

*«La question territoriale et ma thèse de doctorat.
Regards croisés entre doctorants juristes et gestionnaires»*

Vendredi 15 novembre 2024 - 17h à 19h30

Conférence

Salle : Amphitheatre B150

Organisateurs : Sylvia BRUNET, Clément LAFORGE (CUREJ), Guillaume GRANDIN (Directeur des affaires juridiques de la ville de Rouen, PAU) et Chloé MALO (ENS Rennes)

«Quelles perspectives pour la décentralisation en France ? Le temps de l'action après le temps des rapports (Cour des comptes, Valence, Woerth, Ravignon...) ?»

Vendredi 22 novembre 2024 - 14h à 17h

Conférence - débat

Salle : C109 et C113

Organisateurs : Gilles RAOUL-CORMEIL et Amélie DIONISI-PEYRUSSE, Directeurs de l'EDDN 98

«Le droit commun éprouvé : variations juridiques sur les territoires»

Université de Rouen Normandie
UFR DESP - Campus Pasteur
3 avenue Pasteur 76000 Rouen

Contact : sylvia.brunet@univ-rouen.fr



Le Mois du Territoire

Novembre 2024, Faculté de droit de Rouen

Programme prévisionnel

Lundi 4 novembre, 14h-17h, Salle des conseils (4^{ème} étage)

Workshop doctoral interdisciplinaire

Entrée libre et gratuite.

Organisation : Sylvia BRUNET (CUREJ, CIST) et Charles-Edouard HOULLIER-GUIBERT (NIMEC)

**« La question territoriale et ma thèse de doctorat
Regards croisés entre doctorants juristes et gestionnaires »**

Des doctorants du CUREJ et du NIMEC dont les sujets de thèse recoupent la question de la territorialité/territorialisation du droit ou de l'action publique présenteront l'état d'avancement de leurs recherches. L'objectif sera d'exposer la manière dont le curseur territorial traverse la thèse, la conception des territoires qui est adoptée, ou encore les difficultés rencontrées (méthodologie, conceptualisation/qualification, étude comparée et/ou pluridisciplinaire...). Les discussions entre doctorants et avec la salle, au terme de chaque communication comme lors de la pause-café, seront l'occasion de croiser les regards et les analyses des participants.

Programme :

- « La gouvernance de l'attractivité, une compétence de la Communauté d'Agglomération Evreux Portes de Normandie ? », Adrienne PIFARELY (NIMEC, début de 2^{ème} année de thèse)

- « L'accompagnement des associations sportives : quels enjeux et modalités pour les territoires ? », Matthieu JEO (NIMEC, début de 3^{ème} année de thèse)

- « Les rapports de domination entre collectivités territoriales », Clément LAFORGE (CUREJ, soutenance 2024), *sous réserve*

Pause-café (vers 15h30)

- « Internationalisation active des territoires : Le rôle des bureaux de représentation des villes à Bruxelles », Emanuele SALA (NIMEC, début de 2^{ème} année de thèse), *en visio depuis la Belgique*

- « Un territoire particulier : Le cyberspace », Hippolyte BERNARD (CUREJ, début de 4^{ème} année de thèse), *en visio depuis l'Allemagne*

- « La garantie constitutionnelle du droit à un environnement sain : étude comparée des systèmes juridiques français et béninois », Jean-Baptiste IDANI (CUREJ, début de 2^{ème} année de thèse)

Vendredi 15 novembre, 17h-19h30, Amphithéâtre B150 (RdC)
Conférence sur l'état et l'avenir de la décentralisation territoriale

Entrée libre et gratuite.

Organisation : Sylvia BRUNET, Clément LAFORGE (CUREJ), Guillaume GRANDIN (Directeur des Affaires Juridiques de la Ville de Rouen, PAU) et Chloé MALO (ENS Rennes, stagiaire CUREJ)

**« Quelles perspectives pour la décentralisation en France?
Le temps de l'action après le temps des rapports? »**

Depuis le bilan critique des 40 années de décentralisation publié par la Cour des comptes dans son rapport de mars 2023, les rapports se multiplient, du rapport Valence d'avril 2024, qui traite d'un potentiel « nouvel acte » de décentralisation, au rapport Woerth remis au président de la République en mai 2024, qui prône une « relance » de la décentralisation, ou au rapport Ravignon de mai 2024 relatif au « coût du millefeuille administratif », sans parler d'autres rapports, comme celui du think tank Terram d'avril 2024 qui imagine une France composée de seulement 900 communes.

Face à cette prolifération de bilans et perspectives, souvent critiques mais aussi contradictoires dans les diagnostics et les propositions, comment agir, non seulement à l'échelon national, mais aussi et surtout à celui des territoires concernés ? Quel est l'impact à court, moyen et long terme de ces rapports sur l'action des collectivités territoriales et de leurs groupements ? Et quels sont les contre-diagnostics et contre-propositions - éventuellement déjà mises en action - qui peuvent être formulés par les acteurs d'un bloc communal, d'un département, d'une région ou d'un établissement public local ?

Telles sont les questions qui seront abordées par des intervenants juristes et géographes, puis dans le cadre d'une table-ronde réunissant différents acteurs publics de nos territoires. Les discussions se prolongeront *via* des débats avec la salle, puis (entre 19h30 et 20h30) autour d'un cocktail.

Programme :

- « Présentation synthétique des différents rapports (Cour des comptes, Valence, Woerth, Ravignon, Terram...) », Chloé MALO (ENS Rennes, stagiaire CUREJ)
 - « Regard critique », Clément LAFORGE (Juriste, Doctorant, CUREJ)
 - « L'originalité du rapport Woerth en matière d'intercommunalité », Cécile REGOURD (Juriste, IDETCOM)
 - « Au-delà de la décentralisation : plaidoyer pour la restauration d'une politique d'aménagement du territoire national », Arnaud BRENNETOT, (Géographe, UMR IDEES)
 - « La décentralisation vue par les acteurs publics de nos territoires, Marie BLONDEL (Directrice de la délégation régionale du CNFPT) et - *sous réserve* - Jean-Marc MAGDA (DGS de la Ville de Rouen, ancien sous-préfet).
- 19h30-20h30 : Cocktail*

Vendredi 22 novembre, 14h-17h, Salles C109/C113 (1^{er} étage)

Conférence-débat sur le droit spécial applicable à certains territoires

Dans le cadre de la Journée de rentrée de l'Ecole doctorale Droit-Normandie, réservée aux enseignants-chercheurs et doctorants de l'EDDN (sauf autorisation de la direction de l'ED).

Organisation : Gilles RAOUL-CORMEIL et Amélie DIONISI-PEYRUSSE, Directeurs de l'EDDN 98

« Le droit commun éprouvé : variations juridiques sur les territoires »

Programme :

- « La mise en œuvre de l'article 56 de la Convention européenne des droits de l'Homme », Jean-Manuel LARRALDE, Professeur des Universités en droit public, Université de Caen ;
- « Droit commun et statuts coutumiers en Outre-Mer », Suzel RAMACIOTTI, Professeure des Universités en droit privé, Université de Rouen ;
- « Le projet de réforme du corps électoral en Nouvelle-Calédonie », Arnaud HAQUET, Professeur des Universités en droit public, Université de Rouen ;
- « Le droit du sol à Mayotte », Amélie DIONISI-PEYRUSSE, Professeure des Universités en droit privé, Université de Rouen ;
- « Le droit local Alsacien-Mosellan », Kévin CASTANIER, Maître de Conférences en droit privé, Université de Rouen ;
- « La question corse : vers un statut d'autonomie au sein de la République ? », Sylvia BRUNET, Professeure des Universités en droit public, Université de Rouen.

Lieu :

Faculté de Droit, Économie et Science Politique (UFR DESP)
Campus Pasteur
3, Avenue Pasteur
76 000 Rouen
(Arrêt Teor « Pasteur »)

Contact :

*Sylvia Brunet, Professeure de droit public, Université de Rouen Normandie
Responsable du thème « Territoires et Mobilités »
du Centre Universitaire Rouennais d'Etudes Juridiques (CUREJ UR 4703)
Directrice adjointe du Collège International des Sciences Territoriales (CIST FR2007)
sylvia.brunet@univ-rouen.fr*

À noter qu'un « Mois de la Mobilité » sera organisé (sur le même modèle) en 2025.